

16 Provinces

Éducation/Lambaréné/Nouvelles conditions d'attribution des bourses d'études...

Que le gouvernement retire sa réforme !

Esaië NDILOROU
Lambaréné/Gabon

C'est, en substance, le sentiment exprimé par les lycéens et collégiens de Lambaréné.

LES élèves des quatre établissements secondaires de Lambaréné, à l'instar de leurs camarades des autres localités du pays, ont investi, lundi dernier, la rue pour s'opposer aux mesures prises le 29 mars dernier en Conseil des ministres sur les nouvelles conditions d'attribution des bourses d'études supérieures. Dès 7h30 minutes, les apprenants arborant les couleurs des lycées Charles Mefane et Aubin Georges Moudjeckou (ex-CES), et des collèges Mgr Jean-Baptiste Adiwa et Michel Fanguinoveny, se sont donné rendez-vous à la place de l'indépendance. Là-bas, ils ont tempêté pour attirer l'attention des autorités locales. Les uns, en petits



Photo : Esaië NDILOROU

Autorités locales et élèves en négociation.

groupes, tandis que d'autres, les plus nombreux d'ailleurs, se sont mis à discuter de leur avenir en faisant notamment allusion aux 12/20 au bac et à l'âge de 19 ans désormais exigés pour l'obtention de la bourse à l'entrée du supérieur. Ces attroupements inattendus de plusieurs centaines d'élèves ont, non seulement perturbé la circulation sur cet axe très fréquenté par les automo-

bilistes, mais aussi la quiétude des opérateurs économiques environnants qui se sont ainsi crus en danger à la vue d'autant d'apprenants réunis en un même lieu. Une situation qui a alors nécessité la présence sur les lieux, du secrétaire général de province, Jean-Aimée Nfoula, représentant la gouverneure, du procureur de la République de Lambaréné Urbain Massala, de la directrice d'Académie

provinciale (DAP), Gisel Aworet Koussou et toute son équipe, ainsi que des forces de sécurité, venus tous s'entretenir avec les lycéens et collégiens visiblement remontés. *"Pas de bousculade, pas d'énervement, pas de panique. Nous avons bien compris votre message, celui de refuser ces mesures gouvernementales. Mais pensez plutôt à votre avenir en restant calmes et nous allons faire remonter votre*

doléance aux hautes autorités de l'Etat. Vous avez réussi à faire passer le message en attirant notre attention sur ce mouvement d'humeur. Il faut vous dire que cette mesure n'a pas encore été appliquée. Donc, gardons le calme et ne faisons pas du désordre dans la ville. Il faut que vous regagniez vos domiciles tranquillement et demain, reprenez le chemin des classes. La suite, nous l'attendrons du gouvernement

et des plus hautes autorités de notre pays", ont laissé entendre les autorités aux apprenants. Petit à petit, les jeunes se sont dispersés, signe de leur adhésion au message qu'ils ont reçu. Ils ont cependant fait savoir aux autorités qu'ils n'arrêteraient pas leur mouvement d'humeur tant qu'ils n'auront pas obtenu satisfaction, c'est-à-dire le retrait pur et simple de la mesure gouvernementale.



Photo : Esaië NDILOROU

La mobilisation des apprenants de Lambaréné contre la réforme gouvernementale.

... et à Oyem...

"Tant que ces mesures ne seront pas annulées, nous ne regagnerons pas les salles de classes"



Photo : PME

Le gouverneur Joël Ogouma a promis de transmettre au gouvernement les revendications des apprenants.

PME
Oyem/Gabon

ILS étaient des centaines d'élèves des lycées et collèges d'Oyem, à battre le bitume, les lundi 8 et mardi 9 avril derniers, à travers les artères du chef-lieu de la province du Woleu-Ntem. Ces élèves, suivant un mouvement spontané, ont tenu à contester contre les nouvelles conditions d'attribution des bourses d'études, prises par le gouvernement au cours du Conseil des ministres du 29 mars dernier, fixant l'âge du postulant à 19 ans et exigeant de sa part une moyenne générale supérieure ou à égale à

12/20 à l'examen du baccalauréat. Une mesure jugée « injuste et cavalière » par de nombreux parents, notamment, l'Association nationale des parents d'élèves du Gabon (ANPEG) et des apprenants eux-mêmes, dans la plupart des localités du pays. D'où la descente spontanée dans la rue des élèves des lycées et collèges publics. Lundi, ceux du CES Edouard Ekogha Mengue, du Collège Ondo et Fils et de Dominique Savio se sont donné rendez-vous, vers 8 heures, avec leurs collègues du lycée Richard Nguema Bekale -le plus grand établissement public de la province-, pour lancer le mouvement de revendication. Après quelques mi-

nutes de concertation, le groupe s'est ébranlé vers le centre-ville, à la tribune officielle et vers d'autres établissements secondaires de la ville. L'objectif du petit groupe de « meneurs » était de faire interrompre les enseignements dans les lycées et collèges qui n'étaient pas encore rentrés dans la danse. Ce qui a été fait au lycée d'Excellence, au lycée technique Bernard Obiang, au lycée évangélique Marie Nkone de Nfoul, au lycée de l'Alliance chrétienne et missionnaire Effa Ndong d'Oyem et au lycée catholique Mgr François Ndong d'Angone. De nombreux élèves de ces établissements ont immédiatement rejoint le mouve-



Photo : PME

Les élèves au cours de leur marche de protestation.

ment, qui a pris la direction du gouvernorat. Les manifestants ont exprimé de vive voix au gouverneur, leur mécontentement face aux mesures querellées. Face à Joël Ogouma, l'un des porte-paroles des élèves a jugé « inappropriées et impopulaires, les mesures prises par le gouvernement. Car, elles ne visent nullement à promouvoir le mérite, mais plutôt, à sacrifier davantage la jeunesse que nous sommes », a-t-il argué. *« Tant que ces mesures ne seront pas annulées, nous ne regagnerons pas les salles de classes »,* a martelé le jeune homme. Le gouverneur, dans sa réponse, a pris acte des revendications des élèves,

avant de les rassurer que *« les plus hautes autorités du pays sont déjà saisies de ces revendications liées aux conditions d'obtention de la bourse après le baccalauréat. Ce projet de loi ayant été pris en Conseil des ministres, il revient également à cette instance d'annuler ou de confirmer cette décision. Je transmettrai à qui de droit, les doléances des élèves »,* a déclaré Joël Ogouma. Mais en attendant qu'une solution définitive soit trouvée, et compte tenu de l'approche des examens de fins d'année, il a invité les élèves à regagner leurs salles de classes dès hier, mercredi 10 avril. Ce qui n'a manifestement pas été le cas, lycéens et collégiens ayant

campé sur leurs positions. Entre-temps, à travers un communiqué largement relayé par les radios locales, le gouverneur a assuré les parents de ce que « des dispositifs de sécurité sont mis autour des établissements pour éviter tout dérapage ». Le directeur d'Académie provinciale (DAP), les chefs des circonscriptions scolaires, ceux des établissements secondaires et primaires ont été invités, de leur côté, à prendre toutes les dispositions utiles, pour que la reprise des cours soit effective. A noter qu'à cause de ces mouvements d'humeur, les examens blancs (baccalauréat, BEPC, CEP) qui devaient débiter mardi, ont été reportés sine die.